

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2016

MEMBRES PRESENTS (8) :

Mmes AUBIN, FOSSAT, PETIT, ZEKRYTY
Mrs DULEAU, GODFROY, PETIT, PION.

MEMBRES ABSENTS Excusés (5) :

Mme VIGNAUD (pouvoir à Nathalie AUBIN)
Mrs BILLOT (pouvoir à Nadia ZEKRYTY), BOUYSSOU (pouvoir à Jean-Luc Pion), DUTHIL, LANDA (pouvoir à Roger GODFROY).

MEMBRES ABSENTS non Excusés (2)

Mme BOUYOU
M. RAMBAUD

SECRETAIRE DE SEANCE : Jean-Michel DULEAU

Madame La Maire demande aux membres du conseil municipal d'ajouter une délibération l'autorisant à signer une convention avec un particulier dans le cadre du ramassage des ordures ménagères au porte à porte Les membres du conseil acceptent à l'unanimité.

- APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 25 AOUT 2016 :

Les membres du conseil municipal approuvent le compte rendu du conseil municipal du 25 août 2016.

Votants	12	
Pour	10	
Contre	1	Monsieur Godfroy pour Monsieur Landa dont il a le pouvoir
Abstention	1	Madame Aubin pour Madame Vignaud dont elle a le pouvoir

DECISIONS DU MAIRE DEPUIS LE 25/08/2016

29 août 16	2016-34	Renouvellement du Contrat portant recrutement d'un agent contractuel de remplacement Mme RICHARD du 30 août au 30 septembre 2016 13 ,25 heures hebdomadaires
29 août 16	2016-35	Renouvellement du contrat portant recrutement d'un agent contractuel de remplacement –Mme Catherine Céline RICAUD jusqu'au 30 septembre 2016
30 août 16	2016-36	Règlementation de la circulation et du stationnement place des écoles le Grand chemin vide grenier du 2 octobre 2016 organisé par l'amicale des parents d'élèves
06 septembre 16	2016-37	Modification du contrat portant recrutement d'un agent contractuel de remplacement Mme RICHARD du 30 août au 30 septembre 2016 14,75 heures hebdomadaires
16 septembre 16	2016-38	Règlementation de la circulation sur la CR19 impasse Grand Chemin Nord en raison des travaux de voirie. société Atlantic route du 19 au 30 septembre 2016
23 septembre 16	2016-39	Règlementation de la circulation sur la RD 239 en agglomération en raison des travaux de branchement AEP aux Faures RD 239 Sud. société SARL Perez-Conde du 23 septembre au 14 octobre 2016
23 septembre 16	2016-40	Règlementation de la circulation sur la VC11 à Courcouyac en raison des travaux de réfection du caniveau du 23 au 28 septembre 2016
26 septembre 16	2016-41	Règlementation de la circulation sur la CR 20 impasse Grand Chemin Sud en raison des travaux de voirie. société Atlantic du 28 septembre au 12 octobre 2016
26 septembre 16	2016-42	Règlementation de la circulation sur la CR 12 impasse de Manos en raison des travaux de voirie. société Atlantic du 28 septembre au 12 octobre 2016
26 septembre 16	2016-43	Règlementation de la circulation sur la RD 239 en raison des travaux concernant la fibre optique société SPIE SUD du 26 septembre au 26 octobre 2016

- 2016-09-45 –DELIBERATION FIXANT LE TAUX D'EXONERATION DELA TAXE D'AMENAGEMENT SUR LES ABRIS DE JARDIN

Mme La Maire indique aux membres du conseil municipal que chaque collectivité compétente en matière de taxe d'aménagement peut, en sus des exonérations prévues de plein droit par la loi, exempter en totalité ou en partie*, certaines constructions ou certains aménagements de la part de la Taxe d'aménagement qui lui revient.

** Le taux d'exonération de chacune des catégories de construction ou d'aménagement énumérées dans l'article L331-9 du code de l'urbanisme peut varier de 0 à 100%.*

En application de l'article 90 de la loi de finances rectificative du 29/12/13, les organes délibérants des communes peuvent, par délibération, exonérer partiellement ou totalement de Taxe d'Aménagement les surfaces des abris de jardin soumis à déclaration préalable. Les délibérations prises dans ce sens devront être adoptées et transmises au contrôle de légalité au plus tard le 30 novembre de l'année pour une application au 1^{er} janvier de l'année suivante. Leur transmission au service de l'état chargé de l'urbanisme devra intervenir au plus tard le 1^{er} jour du 2^{ème} mois suivant la date de leur adoption.

A ce jour la Taxe d'Aménagement s'applique à l'ensemble du territoire communal au taux de 5% pour la part communale

La délibération d'exonération doit être prise dans les conditions prévues à l'article L.331-14 du code de l'urbanisme, soit avant le 30 novembre de l'année 2016 pour une entrée en vigueur au 1 janvier 2017.

Mme la maire propose d'exonérer les abris de jardins lorsqu'ils sont soumis à une déclaration préalable. Ces constructions ne peuvent être des extensions de l'existant.

DÉLIBÉRATION :

Vu la loi de finances rectificative n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 et notamment son article 90,

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L. 331-9 modifié par la loi de finances rectificative n°2013-1278 du 29 décembre 2013,

Vu la délibération prise par le conseil municipal en date du 23 novembre 2011 instaurant la taxe d'aménagement,

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

En application de l'article L. 331-9 modifié du code de l'urbanisme, d'exonérer à 90% les abris de jardin soumis à déclaration préalable.

Cette exonération est applicable à compter du 1^{er} janvier 2017 aux seuls abris de jardins soumis à déclaration préalable (DP) d'une surface inférieure à 20 m².

Ces abris de jardins ne peuvent être des extensions de l'existant

Votants	12	Délibération n° 2016-09-45
Pour	12	
Contre	0	
Abstention	0	

La Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que la présente décision de nomination peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

2016-09-46 - DELIBERATION AUTORISANT MME LA MAIRE A SIGNER UNE NOUVELLE CONVENTION AVEC LE CENTRE ROUTIER POUR L'AMENAGEMENT DE 'ENTREE NORD DE LA RD 239

Madame La Maire rappelle aux membres du conseil municipal que suite aux délibérations 35/05/15 et 2016-36-06 l'autorisant à signer une convention avec le centre routier pour les travaux d'aménagement de l'entrée nord, la convention avait été signé et adressé à la Préfecture pour compléter le dossier de DETR.

Suite aux modifications apportées au projet d'aménagement de l'entrée nord de la RD 239, le conseil départemental a souhaité qu'une nouvelle convention soit signée entre la commune et le centre routier.

Madame La Maire sollicite l'autorisation des membres du conseil municipal pour signer ce document.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal autorisent Mme La Maire à signer la nouvelle convention avec le centre routier et tous les documents qui s'y rapportent

Votants	12	Délibération n° 2016-09-46
Pour	11	
Contre	0	
Abstention	1	Monsieur Pion pour M. Bouyssou dont il a le pouvoir

La Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que la présente décision de nomination peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Monsieur Pion demande si toutes les questions posées concernant le projet ont été résolues notamment la haie et la pose de plots. Patrick Petit et Nathalie Aubin répondent que tout a été pris en compte dans le nouveau projet présenté au Conseil Départemental, les emplacements des plots ont été reculés par rapport à la chaussée.

2016-09-47 – DELIBERATION DECISION MODIFICATIVE N°2 CONCERNANT LES TRAVAUX DES BERGES DU LAGUNAGE

Madame La Maire rappelle aux membres du conseil municipal que suite à l'appel d'offre concernant les travaux des berges du lagunage l'entreprise E3A a été retenue pour un montant des travaux de 86 422,99 € TTC.

Le montant prévu au budget 2016 pour l'opération 202 ASST - Lagunage est de 81 600€.

Le montant des travaux étant supérieur à la somme prévue au budget initial, il est nécessaire de délibérer pour augmenter de 9 000€. les crédits du programme 202 Travaux des berges du lagunage

Le montant prévu pour 2016 au programme 223 AEP est de 43 014,31€

Les travaux de sectorisation prévus au programme 223 AEP -Travaux sur réseaux AEP n'auront pas lieu cette année, ce programme peut être diminué de 17 685 €. Les crédits nécessaires pour compléter le programme 202 pourraient être pris sur cette opération.

Le montant des recettes d'emprunts en investissement prévues au budget 2016 sont de 51 685 € et ne peuvent être affectées à un programme particulier Cet emprunt était prévu au budget notamment pour compléter le financement des travaux des berges du lagunage. Le montant total des dépenses d'investissement est diminué de 8 685 € suite à la baisse des dépenses du programme 223, le montant des recettes d'investissement doit être revu à la baisse pour équilibrer le budget. Les recettes prévues au compte 1641 R peuvent être diminuées de 8 685€.

Madame La Maire propose aux membres du conseil

- d'augmenter les crédits des dépenses du programme 202 ASST de 9 000 €
- de diminuer les crédits des recettes au compte 1641 (chapitre 16) de 8 685 €
- de diminuer les crédits des dépenses du programme 223 AEP de 17 685 €

Le budget d'investissement est diminué de 8 685 €. Le montant du budget investissement Dépenses et recettes est de 339 842,18 € (348 527,18 - 8 685)

Les mouvements de crédits peuvent être résumés dans le tableau suivant :

Désignation	Montant avant DM	Diminution crédits	Augmentation des crédits	crédits après DM1
INVESTISSEMENT				
R1641 Recettes d'emprunts	51 685, 00€	8 685, 00€		43 000, 00€
D2158 Programme 223 AEP TRAVAUX DIVERS AEP	43 014, 31€	17 685, 00€ (9 000 + 8 685)		25 329, 31€
D2158 Programme 202 ASST LAGUNAGE	74 400, 00€		9 000, 00€	83 400, 00€
D2156 Programme 202 ASST LAGUNAGE	7 200,00€			7 200, 00€

Les membres du conseil municipal approuvent les mouvements de crédits ainsi présentés.

Votants	12	Délibération n° 2016-09-47
Pour	10	
Contre	1	Monsieur Godfroy pour Monsieur Landa dont il a le pouvoir
Abstention	1	Monsieur Pion pour Monsieur Bouyssou dont il a le pouvoir

La Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente décision de nomination peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Jean Luc Pion demande si la Police de l'eau avait été consultée. Nathalie Aubin répond que le projet retenu a été soumis au Cabinet Marsac-Bernede en charge du dossier « Police de l'eau ».

- 2016-09-48 – DELIBERATION DECISION MODIFICATIVE N°3 REGULARISATION D'ECRITURE

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal que par délibération 2016-03-07, il a été décidé le provisionnement des sommes liées à l'achat d'eau.

La somme de 87 000€ a été prévue au budget 2016 sur le compte 6815.

La préfecture, suite au contrôle du budget M49 a signalé un déséquilibre entre les dépenses et les recettes des opérations d'ordres.

Après vérification et confirmation auprès de la trésorerie de Créon, cette anomalie peut s'expliquer par une erreur de saisie du compte 6815.

Il existe deux possibilités pour saisir le compte 6815 : chapitre 042 opération d'ordre et chapitre 68 opération réelle.

Les sommes ont été inscrites sur le chapitre 042 en lieu et place du chapitre 68. Il est nécessaire de rectifier ces écritures par les mouvements suivant :

Désignation	Montant avant DM	Diminution crédits	Augmentation des crédits	crédits après DM1
EXPLOITATION				
D 6815 (042) Provisionnement opération d'ordre	87 000, 00€	87 000,00 €		0€
D 6815 (68) Provisionnement opération réelle	0 €		87 000,00€	87 000,00€

Les membres du conseil municipal approuvent à l'unanimité cette rectification d'écriture

Votants	12	Délibération n° 2016-09-48
Pour	11	
Contre	1	Monsieur Godfroy pour Monsieur Landa dont il a le pouvoir
Abstention		

La Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

2016-09-49 -- DELIBERATION AUTORISANT MME LA MAIRE A SIGNER UNE CONVENTION AVEC UN PARTICULIER DANS LE CADRE DU RAMASSAGE DES ORDURES MENAGERES AU PORTE A PORTE

Madame la Maire informe les membres du conseil municipal que suite à la mise en place du ramassage des ordures ménagères au porte à porte à Courcouyac, le Giron et les tuileries, la mini-benne du SEMOCTOM passe tous les jeudi matins.

Cette mini-benne doit faire demi-tour au niveau de l'entrée d'une propriété privée au chemin des fours.

Il est nécessaire d'établir une convention avec le propriétaire concernant l'entretien de ce bout de chemin.

Madame La Maire demande aux membres du conseil municipal l'autorisation de pouvoir signer cette convention dès qu'elle sera établie en collaboration avec le SEMOCTOM.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal

- autorisent Mme La Maire à signer cette convention.
- indiquent que la zone sur les parcelles du propriétaire notamment les longueurs qu'emprunteront les véhicules devront être précisées sur la convention.

Votants	12	Délibération n° 2016-09-49
Pour	12	
Contre	0	
Abstention	0	

La Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.

- DIVERS

- Haut Débit : Mme La Maire indique que lors de la réunion publique du 26 septembre 2016, le conseil Départemental a reconnu que Haux faisait partie des 4 communes les moins bien desservies. Pour cette raison, notre commune passe en urgence et les travaux devraient être finis au cours du 1^{er} trimestre 2017.

Patrick Petit indique que la durée des travaux dans l'appel d'offre était de 120 jours, c'est l'entreprise SPIE qui a été retenue.

Jean Luc Pion demande combien de débit on pourra prétendre après ces travaux. Patrick Petit répond que les services de Gironde Numérique peuvent être consultés par les particuliers afin de connaître le débit auquel ils pourront prétendre en fonction de leur situation géographique.

Nadia Zekryty demande si les travaux se feront jusqu'à l'armoire électrique. Nathalie Aubin répond qu'il s'agit de relier notre NRA (derrière la mairie) au NRAzo de Créon soit environ 5 km de fibre optique. Il n'y aura plus d'écroulement du débit lié au nombre de personnes connectées comme on peut le connaître actuellement aux « heures de pointe ». Gironde Numérique a conseillé la commune de demander à Orange d'effectuer un diagnostic de l'état des lignes cuivre qui peuvent également être à l'origine de perte de débit.

Nathalie Aubin souhaite remercier Patrick Petit pour son investissement sur ce dossier qu'il suit de près depuis 2014 avec l'ensemble des services concernés.

Huguette Fossat explique que Haux n'est pas rentable pour les opérateurs. Gironde numérique a été créé pour « combler » les manques. Patrick Petit a suivi le dossier qui aboutit aujourd'hui. La CDC prend en charge les frais qui se montent entre 200 et 300 000€ pour ce raccordement. Notre commune n'aurait pas eu les moyens de participer seule à cet investissement. Les 13 communes participeront donc aux frais engagés pour nos 800 habitants soit nos 330 foyers connectés.

- Fusion des CCC : Le 12 avril dernier, le préfet a pris un arrêté fixant un nouveau périmètre pour notre CCC : Les communes actuelles moins Lignan de Bordeaux qui entrerait dans les Portes de l'Entre-deux-Mers, et plus Capian, Villenave de Rions et Cardan. Cette proposition ne reflétant pas la position de la majorité des communes (dont Haux), un amendement a été porté par Mr Darmian lors de la CDCI* du 12 septembre. Cet amendement demandait le maintien de la CCC en l'état (13 communes). Il a été rejeté par la CDCI et c'est maintenant au Préfet de rendre son avis.

* Commission Départementale de Coopération Intercommunale

- Terrain du bas du Bourg : La rétrocession d'une parcelle du bas du Bourg (dont la commune n'a plus d'utilité étant donné la suppression du poste de relevage) a été actée chez le Notaire. Les frais sont de 25€ pour l'acheteur et 172€ pour la commune.

- Travaux routiers : Mr Petit informe que les travaux routiers sur les impasses ont débuté au niveau de l'impasse Nord du Grand Chemin. Le reste des travaux aura lieu après la période de vendanges. Monsieur Godfroy dit que le chemin des Fours est très dégradé. Nathalie Aubin précise qu'un plan sur 5 ans a été programmé pour les travaux routiers. Patrick Petit ajoute que d'ici 7 ans, toutes les routes devraient avoir été refaites.

- PPMS : Nadia Zekryty informe les membres du conseil municipal qu'une réunion avec les instituteurs a eu lieu concernant les plans de mises en sécurité dans les temps scolaires. Il reste à

programmer un PPMS* pour les temps extra scolaires garderie, cantine, TAP. Cela consiste à prévoir des solutions en cas d'incendie, intrusion ou confinement. Des exercices devront être réalisés. Le personnel devra être informé.

* Plan Particulier de Mise en Sureté

- Gestion différenciée

La commune n'utilise plus de produit phytosanitaire et élabore actuellement un plan de gestion différenciée des espaces publics en collaboration avec le CAUE*. Il s'agit d'adapter les plantations et les usages, notamment pour les employés communaux, pour mieux préserver l'environnement. La possibilité va être offerte aux habitants de fleurir les bords de murs et les espaces publics devant chez eux. Ces changements d'habitudes nécessitent des explications et des échanges avec les habitants. Une réunion publique sera programmée début 2017.

*Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement

- Plaque au Monuments aux Morts : Monsieur Godfroy indique qu'il a réceptionné le devis pour la création de la plaque pour le monument aux morts. Madame La Maire indique qu'elle signe le devis et va demander aux employés de procéder à son installation pour qu'elle soit posée avant le 11 novembre.

- Accueil d'étudiants en architecture : Madame La Maire informe les membres du conseil municipal que la municipalité accueillera des étudiants en architecture de l'école Nationale d'Architecture de Paris Belleville le jeudi 13 octobre 2016. Ces étudiants vont après visite sur site proposer des esquisses d'aménagement notamment pour la place des écoles

- Fixation de la date du prochain conseil municipal : Madame La Maire informe les membres du conseil municipal que la prochaine réunion du conseil municipal est fixée au 20 octobre 2016.

L'ordre du jour étant épuisé, Mme La Maire déclare la séance close à 21 heures

DUTHIL Franck Absent excusé	LANDA Jean-Paul Absent excusé (pouvoir R. GODFROY)	GODFROY Roger	RAMBAUD Alexis	DULEAU Jean-Michel
BILLOT Romain Absent excusé (pouvoir N ZEKRYTY)	BOUYOU Laure	BOUYSSOU Francis Absent excusé (pouvoir JL PION)	PETIT Patrick	PETIT Isabelle
PION Jean-Luc	VIGNAUD Camille Absente excusée (pouvoir N. AUBIN)	ZEKRYTY Nadia	FOSSAT Huguette	AUBIN Nathalie